



UNE RÉVOLUTION DÉMOCRATIQUE

Comme évoqué dans l'article du *Res publica* de l'édition du vendredi 15 janvier 2016, le projet de loi sur la réforme des élections provinciales proposé par l'AFLQ a obtenu un succès phénoménal, car il a été adopté à l'unanimité en commission parlementaire. Quelques amendements ont d'ailleurs été apportés à ce projet de loi innovateur.

Tout d'abord, en remplacement des huit heures de travaux communautaires, les personnes qui n'exercent pas leur droit de vote se verront dans l'obligation de payer une amende s'échelonnant de 20 à 100 \$ qui sera évalué en fonction de leur revenu annuel.

Ensuite, un candidat ne se présentant pas au débat organisé dans sa circonscription se verra passible d'une exclusion aux élections.

Finalement, chaque parti devra fournir une liste de ses candidats au Directeur général des élections en respectant la représentation proportionnelle des femmes et des hommes.

Il est à souligner que ce projet de loi marque un pas de géant pour la démocratie québécoise par le changement du mode de scrutin qui permettra une meilleure représentation de tous les citoyens à l'Assemblée nationale.

L'ÉQUIPE DU RES PUBLICA !



Crédits: Sébastien Paquin Charbonneau

DE GAUCHE À DROITE: CHARLES CARIER, FLORENCE VALASTRO, JEAN-VICTOR SIMONEAU, GUILLAUME DESMARAIS, CATHERINE DURET, TASHA PERREAULT, CLAUDELLE MORAIS-CORMIER, CARMEL LAGRANDEUR, JULIEN MC DONALD-GUIMOND

LA SEMAINE EN 300 MOTS (I.O.I.)

JEAN-VICTOR SIMONEAU

RÉDACTEUR EN CHEF ET ÉDITORIALISTE

Chères lectrices, chers lecteurs

Le 15 janvier 2016 marque la fin d'un événement particulier: le Forum étudiant. Il faut noter aussi que c'est la dernière publication des journaux officiels. Le Forum se termine avec l'adoption de trois projets de loi. Plusieurs ont pu voir le travail acharné des membres du gouvernement, de l'opposition officielle et de la 2e opposition. Que ce soit un ministre ou un député, chacun des participants du Forum a assurément fait face à une variété d'émotions. Certains ont connu la tristesse, d'autres le stress, parfois la colère, mais sans aucun doute, la fierté. Ce sentiment plaisant et satisfaisant que tous éprouvent suite à l'accomplissement de son devoir ou après avoir relevé des défis.

Des défis, il y en a plusieurs: que ce soit la rigueur intellectuelle, la déprivation du cycle du sommeil, les supplices du climat, l'art de la rhétorique, la file d'attente pour le point de contrôle de sécurité, la gestion de l'horaire, les discours, la recherche ainsi que les jeux politiques. Chacun des participants a su affronter ces étapes formatrices. Le travail de l'équipe du journal a été d'une même complexité. Chacun a su mener à terme une couverture objective, exhaustive et empreinte de vérité.

La méfiance de certains parlementaires envers les médias contribue à stigmatiser le travail journalistique. Certains veulent malheureusement obstruer la quête de vérité du média, afin de protéger leurs objectifs partisans. Cependant, loin de là est la vaste majorité des parlementaires.

La 24e législature du Forum étudiant a été parsemée de propositions et d'éléments novateurs concernant la condition féminine et le rôle des femmes. « Le deuxième sexe », selon Simone de Beauvoir, occupe une place de plus en plus importante dans notre société et cela est un signe de progrès qui ne fait que réaffirmer les valeurs les plus profondes d'équité et de solidarité portées par la jeunesse québécoise.

La semaine a sans doute passé très rapidement, mais les souvenirs resteront indéfiniment. Malgré les réminiscences de programmes sociaux utopiques et d'un énoncé budgétaire jonché d'approches économiques douteuses, les membres du Forum, qui sont des adultes responsables et autonomes, risquent plus d'en rire que d'en pleurer!



Crédits: Collection de l'Assemblée Nationale du Québec

LE STATU QUO PRÉVAUT

FLORENCE VALASTRO

JOURNALISTE

Plus tôt dans l'avant-midi, une interpellation a eu lieu dans la salle de l'Assemblée nationale. Le porte-parole de l'opposition officielle en matière d'agriculture, de pêcheries et de d'alimentation, M. Samuel Surprenant, partageait ses inquiétudes sur le système de la gestion de l'offre.

Ce système est une politique qui se base sur l'offre et la demande afin d'éviter la production de surplus qui devront être vendus à prix moindre. Selon la Coalition pour un modèle agricole équitable, le système de gestion de l'offre comporte trois principaux piliers: la planification de la production en fonction de la demande des consommateurs canadiens, des prix à la production négociés en fonction du coût de production, ainsi qu'un contrôle

des importations pour ajuster efficacement l'offre et la demande. De plus, les producteurs agricoles n'obtiennent aucune subvention de la part du gouvernement.

M. Surprenant s'est dit favorable à la politique de gestion de l'offre tout en conservant certaines craintes. L'accord de libre-échange du Partenariat transpacifique (PTP), dont fait partie le Canada et une dizaine d'autres pays, favorise les échanges commerciaux entre pays étrangers. Ces pays étrangers subventionnent leur agriculture permettant ainsi aux producteurs de vendre moins cher que les producteurs du Québec. Il déplore également les conditions climatiques, plus clémentes dans les autres pays, qui minent la compétitivité des entreprises québécoises. La règle-

mentation diffère entre les pays, ce qui pourrait désavantager nos producteurs locaux, toujours selon le porte-parole de l'opposition officielle.

Le ministre en matière d'agriculture, de pêcheries et de d'alimentation, Maximilien Sauvé-Bourassa, s'est dit en accord avec la participation du Canada au PTP en autant qu'il y ait la mise en place d'une entente qui préserve la politique de gestion de l'offre puisqu'il trouve important de protéger les producteurs québécois et ainsi mettre de l'avant les produits locaux. Ce projet sera à suivre dans les prochains mois.

ÉDUCATION: LA RÉFORME VA DE L'AVANT

CLAUDELLE MORAIS-CORMIER

JOURNALISTE

Entre 19h et 22h hier soir, se sont déroulées les commissions parlementaires concernant les trois projets de loi. Le premier projet de loi a été débattu par huit représentants du gouvernement et six des oppositions.

Les amendements retenus sont le changement de date de dissolution des comités de distribution, qui seront dissous le 15 janvier 2021, au lieu du 15 janvier 2026. Cette décision a été prise dans la perspective qu'après la fin

des subventions, le comité n'aura plus à se rencontrer pour l'octroi de fonds. De plus, les flots migratoires du privé vers le public seront moindres après la fin des coupures des subventions. Le nombre de membres des comités de distribution passera de 11 membres à 7 ou 9 membres. Ceci permettra une réduction des coûts administratifs et du nombre d'employés rémunérés pour le projet.

Les comités auront également à établir annuellement, ou lorsque la commission le juge

nécessaire, des prévisions concernant les élèves et le personnel enseignant touchés par le projet de loi 1. Ceci permettra une meilleure évaluation des répercussions dudit projet de loi sur les étudiants et les membres du corps enseignant.

Le projet de loi amendé a été voté plus tôt aujourd'hui. Ce dernier a été adopté par l'Assemblée. Son entrée en vigueur se fera le jour même.

LE CONTRÔLE DES MÉDICAMENTS

CARMEL LAGRANDEUR

JOURNALISTE

Après une lutte féroce et sans merci sur le projet de loi visant à créer l'Agence québécoise d'achat et d'approvisionnement des médicaments, celui-ci a été adopté à la majorité.

Cette agence, dirigée par un conseil d'administration composé de 13 membres neutres, devra entre autres négocier les prix des médicaments par appel d'offres public tous les deux ans. De plus, l'Agence sera responsable de fournir un service d'approvisionnement pour l'ensemble du Québec. Par ailleurs, le surplus engendré par l'Agence, s'il y a lieu, est réinjecté à 75% dans le Fonds de financement des établissements de santé et de services sociaux et 25% dans le Fonds consolidé du revenu du Québec.

Toutefois, lors de la commission, l'Alliance des forces libérales du

Québec a déposé un amendement stipulant que « les membres du conseil d'administration ne peuvent, sous peine de déchéance de leur charge, avoir un intérêt direct ou indirect dans une activité mettant un conflit leur intérêt personnel ou celui de l'Agence. » L'amendement a été retenu et l'article a été ajouté au projet de loi. Par ailleurs, l'AFLQ espère que le régime universel n'engendrera pas de collusion entre les compagnies pharmaceutiques. L'AFLQ est particulièrement déçue de l'adoption de ce projet de loi, car elle a toujours priorisé le libre marché et favorisé un régime de concurrence entre les secteurs privé et public.

Il reste à voir si cette agence aura du succès ou si elle génèrera plus de pertes que de profits pour l'État.

DES DÉPUTÉES CLAQUENT LA PORTE

CLAUDELLE MORAIS-CORMIER

JOURNALISTE

En cette fin de forum, les tensions n'ont jamais été aussi fortes au sein de l'Union verte pour l'avenir. Deux de leurs députés ont en effet quitté les rangs de l'Union pour se présenter en tant que candidates indépendantes.

Les deux jeunes députées ont expliqué aux médias les raisons de leur départ abrupt à peine quelques heures avant la fin du Forum. Selon celles-ci, l'UVA abandonne ses politiques plus vertes et écologiques pour s'allier au gouvernement. Les deux jeunes femmes étaient principalement déçues par l'énoncé budgétaire, qu'elles ne considéraient pas conforme à l'idéologie de l'UVA, un parti écologiste et prônant la justice sociale

. Le chef de la deuxième opposition a clarifié la situation après la dé-

claration des deux députées. Ce dernier affirme qu'elles lui ont confié leur opinion sur la ligne de parti la veille de l'incident et qu'il a jugé favorable pour l'épanouissement des deux députées qu'elles quittent le parti. M. Lévesque a par la suite affirmé que ce sentiment d'éloignement idéologique n'est pas ressenti par le reste de son parti et qu'il ne démordra pas de son partenariat avec le gouvernement d'ici la fin du Forum. Selon monsieur Lévesque, un parti peut subir quelques variations idéologiques sans néanmoins perdre son idéologie fondamentale.

«On ne restera pas endoctrinés dans une ligne de parti», c'est ce qu'affirme le chef de la deuxième opposition, en faisant référence aux variations idéologiques et au compromis de l'Union verte pour l'avenir.

«LA MAÎTRISE DES ENJEUX N'EST PAS UN JEU!»

CLAUDELLE MORAIS-CORMIER

JOURNALISTE

En cette dernière journée du Forum étudiant, les partis d'opposition se sont prononcés sur l'énoncé budgétaire proposé par les forces progressistes du Québec. Cet énoncé ne fait pas l'unanimité au sein de l'Assemblée.

L'Alliance des forces libérales du Québec a en effet critiqué de nombreux aspects de l'énoncé. Madame Carole-Anne Pelletier a tout d'abord souligné son désarroi quant à l'absence de salaires correspondant aux 7 nouveaux paliers d'imposition. Cette absence met un voile sur la classe économique qui sera réellement influencé par l'instauration de nouveaux paliers.

Pour ce qui est des investissements en santé, l'opposition officielle ne croit pas que cela soit la solution aux problèmes présents dans le secteur de la santé, mais que c'est bien d'une restructuration dont a besoin ce système. Les 43% du budget déjà investit par le gouvernement sont considérés suffisant par l'opposition officielle.

À cela s'ajoute la hausse du taux d'imposition des entreprises québécoises de 11,9% à 15%. Cette hausse entraînera impérativement une délocalisation généralisées des entreprises québécoises vers l'Ontario, province qui maintient un taux d'imposition inférieur, tout en donnant un réduction d'impôt de 4,5% aux petites entreprises.

L'Alliance des forces libérales est inquiète. Inquiète, car le gouvernement ne chiffre pas ces données et investit de façon délusoire dans des programmes coûteux et démesurés. L'AFLQ est si inquiète qu'elle a déposé une motion de censure pour dénoncer le manque d'écoute dont fait preuve le FPQ.

En ce qui à trait à la réplique de l'Union verte pour l'avenir du Québec, le porte-parole de l'UVA a enfin mis son pied à terre. En effet, il a décidé de sortir sa tête des nuages et des contes de fées pour rappeler au gouvernement les demandes que son parti avait fait. En outre, son discours a souligné son étonnement face au manque de financement pour l'entretien des infrastructures, tels que les écoles et les installations de santé.

De plus, l'UVA avait fait la requête de nationaliser les ressources naturelles, afin de repousser les compagnies étrangères qui dérobent les richesses du Québec. Malgré les critiques de l'UVA face à l'énoncé budgétaire du gouvernement, le porte-parole a toutefois montré la satisfaction de son parti face à l'augmentation des impôts.

L'énoncé budgétaire du FPQ, soutenu par leur fidèle allié, l'UVA a été adopté. Toutefois, il reste à voir si ces importants investissements et hausses d'impôts et de taxes bénéficieront à l'État.

UN GROS THANK YOU

CATHERINE DURET

JOURNALISTE

As we look back on our week here at the National Assembly, for the 24th edition of the Student Forum, many things may be reviewed, applauded and honoured. I hope that the fact that this article is in English is one of them.

It is important to believe and actively create and improve a society where all can be heard, seen, read and appreciated for their differences. Opportunities like the one we have lived for the past week, where Québécois youth from different backgrounds and identities can respectfully come together in a political context, in order to interact and cooperate with each other in both the official French language and the respected minority of the English language, are to be treasured and protected.

Participation in an active political life and conscience is essential for every member of society to practice, in order to feel included, valued and important. For that reason, I find

it admirable that I am here now writing to you all in the English language, in the context of the Student Forum, practicing that very duty. I hope that as a reader, you can learn to appreciate this accomplishment as well.

A bilingual citizen of the province of Quebec, a participant of this Forum as a member of Dawson College's delegation, and taking on the role this week of a journalist – defender of truth – I deem it capital after a week of written press work, to note the need for a more equal accessibility of Quebec politics, through the promotion of English language publications and writings.

Since its recognition by the parliament in 1871, the Quebec Parliament Press Gallery has always included English publications, such as The Gazette – a leading founder of the non-profit corporation. This is a perfect example of democratic inclusivity in Quebec politics, specifically of its population's mi-

norities. Recently, the worrying retirement from the Press Gallery of well-known anglophone media, such as that of CJAD and Global TV, implies a wrongful impression of disinterest of Québécois Anglophones in their province's politics, which is proudly disproved by the historic presence of two English cegep delegations this year, including ours.

The importance of a diverse, inclusive implication of the youth in current political spheres, such as this simulation offered by the National Assembly, is something that we all have to be thankful for, seeing as it is in situations like these that the future politicians and members of the media are created and encouraged to challenge their worldviews, and forward their thinking – which doesn't only benefit the Québécois society as a whole, but each and every single one of its citizens.

NOS MEILLEURS VOEUX

GUILLAUME DESMARAIS

CHRONIQUEUR

Je suis excessivement heureux d'être ici aujourd'hui dans le but de célébrer l'union civile des Forces progressistes du Québec et de l'Union verte pour l'avenir. J'ai été très surpris lorsque la seconde opposition m'a annoncé qu'elle voulait épouser le gouvernement, étant donné que leurs rôles respectifs sont censés être opposés. Malgré mon ébahissement, j'ai pris la décision d'appuyer l'Union verte pour l'avenir dans sa démarche. Aujourd'hui, 15 janvier 2016, marque la concrétisation de leur amour réciproque.

J'ai rencontré la seconde opposition dès la première journée du Forum étudiant et j'ai rencontré les Forces progressistes du Québec seulement quelques minutes plus tard. Je dois vous faire la confiance qu'à cette époque

j'avais confiance que la seconde opposition ne tromperait pas Authenticité politique (son conjoint de l'époque). Mais au moment où elle a posé les yeux sur le gouvernement majoritaire, j'ai su que la puissance et les positions ridiculement socialistes du gouvernement la séduiraient. Il aimait même les légumineuses! Le moment où j'ai su que leur destin était scellé est lors du discours d'ouverture. Ce discours aussi troué qu'un gruyère, aussi flou qu'une mare stagnante et bien plus utopique que l'œuvre (*Utopia*) de Thomas More, a tout de même été appuyé par la seconde opposition.

J'ai été très surpris de voir la relation évoluer si rapidement. En seulement quelques jours ils en étaient déjà rendus à faire des commu-

niqués de presse communs! Je vous avoue avoir trouvé cela étonnant parce qu'un parti d'opposition n'est pas supposé se laisser amadouer si facilement. Mais bon, faut croire que je suis vieux jeu, parce que, dans mon temps, les partis de l'opposition collaboraient avec le gouvernement, mais ils ne pilaient pas sur leurs principes pour épouser l'idéologie du parti au pouvoir.

Bref, je souhaite bonne chance aux nouveaux mariés. Je ne vous souhaite que du bonheur, mais ce que je souhaite par-dessus tout, c'est que le divorce soit brutal et qu'il scinde votre pouvoir oppressant, ce qui libérera le peuple québécois de votre joug tyrannique.



LES DIGNES HÉRITIERS DE LA RÉVOLUTION

TASHA PERREAULT
JOURNALISTE

Les années 1960 marquent un vent de fraîcheur face au règne de Duplessis. Avec l'arrivée de Jean Lesage et son équipe du tonnerre au pouvoir, un tout nouveau sentiment de collectivité empreigne un Québec fervent de changements radicaux au sein même de l'ensemble des institutions qui assurent le fondement même de la société québécoise. C'est également durant cette époque de la Révolution tranquille que les gens commenceront à s'identifier comme étant des «Québécois», marqués par un sentiment d'attachement fort envers le territoire du Québec.

La jeunesse de cette époque, en l'occurrence les baby-boomers, se feront de fiers militants de diverses causes collectives dans le but de faire entrer le Québec dans la modernité, qui a été particulièrement tardive par rapport au reste des sociétés occidentales. C'est grâce à eux qu'aujourd'hui nous pouvons bénéficier de soins de santé gratuits par la création de la carte d'assurance-maladie, d'un système d'éducation public laïc, de sociétés d'État, tel qu'Hydro-Québec, qui contribuent à la rééquilibration de la pyramide sociale. C'est éga-

lement grâce au militantisme de cette époque que les femmes ont pu prendre une place d'envergure dans la sphère publique, qui s'est traduit par l'adoption en 1964 de la loi 16, mettant fin à l'incapacité juridique des femmes mariées, ainsi que par la création de la Fédération des femmes du Québec en 1966. Jamais nous ne devrions tenir pour acquis ce qui a pris tant d'efforts à acquérir de la part de cette génération idéaliste.

Malheureusement, à partir des années 1980, l'individualisme commence à prendre une place des plus alarmantes à cause de l'emprise de la culture de consommation dictée par l'Empire étatsunien. L'essor considérable des différentes technologies, telles que des électroménagers et principalement de la télévision, engendre l'aliénation des Québécois, mais aussi du reste des individus issus des sociétés industrialisées. Ceux-ci s'identifient dorénavant à la condition matérielle plutôt qu'à la défense de causes collectives.

De nos jours, trop souvent on reproche à notre génération d'être axée uniquement sur ses propres besoins et d'être complètement désintéressée de tous débats portant sur la collectivité. Or, par votre présence nombreuse à la 24^e législature du Forum étudiant, j'ai l'immense plaisir de réfuter ces propos quelques peu désobligeants à notre égard.

Nous sommes tous différents les uns des autres, de par les valeurs que nous défendons, le milieu familial et scolaire duquel nous sommes issus ainsi que par les objectifs que nous nous sommes promis d'accomplir en venant ici. Cependant, nous venons tous, je crois, pour accomplir un but commun, celui de devenir des citoyens informés, et impliqués dans notre système démocratique québécois duquel nous avons la chance de bénéficier. C'est justement la beauté de la chose. Trouver l'unité dans la diversité, voilà ce que le Forum étudiant nous aura enseigné. Il ne nous reste qu'à prendre les rênes d'un Québec qui a su tant évoluer sur une courte période de temps et dont nous sommes les dignes héritiers.

MOTS MÊLÉS DU 24^E FORUM ÉTUDIANT

O P E O W D L H P O E J K X L
E K X T S F J D F I R Q Y V E
K E C C O Y I P C L E E I E G
B X E X H S Q N B U I L T L U
A C P V A I M G U P C B Z L M
A E T Y C Ç L D N O N A S P I
M S I X I F L F Q P A S E D N
Y S O B L C I I L X R N R A E
H I N P B M A L F O T O T E U
Y V N Z U G R U A V U P S M S
T E E E P G O V C L O S I U E
Z M L D S R N J S U T E N R E
Z E B I E G O K I R S R I O X
G N I X R G M U O L N R M F D
L T H Z I L Ç X T D H I U V A

UVA
FPQ
AFLQ
LEGUMINEUSE
OUTRANCIERE
MONORAIL
EXCEPTIONNEL
UNI
MINISTRES
EXCESSIVEMENT
IRRESPONSABLE
CAUCUS
RESPUBLICA
VOXPOPULI
FORUM

